

Le Secrétaire général  
Remarques sur  
**le COVID-19 :**  
**un appel à la solidarité**

19 MARS 2020

---

**Nous sommes confrontés à une crise sanitaire planétaire comme l'Organisation des Nations Unies n'en a jamais connue en 75 ans d'histoire – une crise qui propage la souffrance dans toute l'humanité, met en péril l'économie mondiale et bouleverse la vie de tout un chacun.**

Une récession mondiale, peut-être d'une ampleur record, est quasi certaine.

L'Organisation internationale du Travail vient d'annoncer qu'à l'échelle de la planète, les travailleurs pourraient perdre jusqu'à 3,4 trillions de dollars de revenus d'ici la fin de l'année.

Cette crise est avant tout une crise humaine qui fait appel à notre solidarité.

La famille humaine est en proie à l'angoisse et le tissu social se déchire. Les gens souffrent, sont malades, ont peur.

Les mesures prises au niveau national ne permettront pas de remédier à la crise, dont l'ampleur et la complexité ont un caractère international.

L'heure exige que les grandes économies de la planète mènent une action coordonnée, décisive et innovante. Nous devons reconnaître que les pays les plus pauvres et les personnes les plus vulnérables – en particulier les femmes – seront les plus durement touchés.

Je me félicite que les dirigeants du G20 aient décidé de tenir un sommet d'urgence la semaine prochaine pour répondre aux défis prodigieux posés par la pandémie de COVID-19 et je me réjouis d'y participer.

Le message principal que je souhaite transmettre est clair : dans cette situation sans précédent, les règles normales ne s'appliquent plus. Il ne sert à rien de recourir aux outils ordinaires dans une période aussi extraordinaire.

Face à cette crise unique, nous devons faire preuve de créativité, et l'effort de lutte doit être proportionnel à la gravité de la situation.

Le monde est devant un ennemi commun. Nous sommes en guerre contre un virus.

Le COVID-19 tue des gens tout en frappant au cœur l'économie réelle, à savoir le commerce, les chaînes d'approvisionnement, les entreprises, les emplois. Des villes et des pays entiers sont confinés. On ferme les frontières. Les entreprises luttent pour leur survie et les familles ont le plus grand mal à s'adapter.

Toutefois, en nous obligeant à agir, cette crise nous offre une occasion unique. Si nous prenons les mesures qu'il faut, la reprise pourrait emprunter une voie plus durable et plus inclusive. Mais si les politiques sont mal coordonnées, les inégalités déjà insoutenables risquent de s'enraciner et de s'aggraver encore, et les gains durement acquis en matière de développement et dans la lutte contre la pauvreté seront réduits à néant.

Je demande aux dirigeants du monde entier d'unir leurs forces et d'agir de toute urgence et de façon coordonnée face à cette crise planétaire.

Je distingue trois grands domaines d'action:

---

## **D'ABORD, FAIRE FACE À L'URGENCE SANITAIRE.**

---

De nombreux pays ne sont déjà plus en mesure de prendre en charge même les cas bénins dans leurs établissements de santé spécialisés, beaucoup étant incapables de répondre aux énormes besoins des personnes âgées.

Même dans les pays les plus riches, les systèmes de santé cèdent sous la pression.

Les dépenses de santé doivent être augmentées immédiatement afin de faire face à l'urgence et à l'augmentation de la demande, d'étendre le dépistage, de renforcer les installations, de soutenir le personnel de santé et d'assurer les approvisionnements nécessaires, dans le plein respect des droits de la personne et sans stigmatisation.

Nous avons la preuve que le virus peut être contenu. Il doit l'être absolument.

Si nous laissons le virus se propager comme une traînée de poudre, en particulier dans les régions les plus vulnérables du monde, ce sont des millions de personnes qui pourraient mourir.

En outre, les pays doivent cesser d'élaborer chacun de leur côté leur propre stratégie sanitaire et s'employer à définir une stratégie qui permette, en toute transparence, une action mondiale coordonnée, susceptible notamment d'aider les pays les moins aptes à faire face à la crise.

Les gouvernements doivent soutenir sans réserve l'effort multilatéral de lutte contre le virus, mené par l'Organisation mondiale de la Santé, dont les demandes doivent être pleinement satisfaites.

Ce que la catastrophe sanitaire montre à l'évidence, c'est que nous ne sommes pas plus forts que le système de santé le plus faible.

La solidarité mondiale n'est pas seulement un impératif moral, elle est dans l'intérêt de toutes et tous.

---

## DEUXIÈMEMENT, FAIRE FACE AUX CONSÉQUENCES SOCIALES ET FAVORISER LES MESURES ÉCONOMIQUES ET LA REPRISE.

---

Contrairement à la crise financière de 2008, l'injection de capitaux dans le seul secteur financier ne résoudra pas la crise. Il ne s'agit pas d'une crise

bancaire, et les banques doivent effectivement faire partie de la solution.

Il ne s'agit pas non plus d'un choc d'ajustement de l'offre et de la demande : c'est une crise qui affecte la société dans sa globalité.

La liquidité du système financier doit être garantie, et les banques doivent tirer parti de leur résilience pour aider leurs clients.

Mais n'oublions pas qu'il s'agit avant tout d'une crise humaine.

Il faut nous intéresser en priorité aux personnes –aux travailleurs à bas salaire, aux petites et moyennes entreprises, aux plus vulnérables.

Cela implique des mesures de soutien salarial et de protection sociale, des mesures en matière d'assurances et des mesures visant à prévenir les faillites et les pertes d'emplois.

Il faut également prendre des mesures fiscales et monétaires afin que le fardeau de la crise ne retombe pas sur celles et ceux qui ont le moins les moyens de le supporter.

La reprise ne doit pas se faire sur le dos des plus pauvres - et nous ne pouvons pas créer une légion de nouveaux pauvres.

Nous devons mettre directement des ressources dans les mains des gens. Plusieurs pays sont en train d'adopter des mesures de protection sociale, comme des dons en espèces ou le revenu universel.

Nous devons passer à l'étape suivante et faire en sorte qu'une aide soit apportée à celles et ceux qui dépendent entièrement de l'économie informelle, ainsi qu'aux pays les moins armés face à la crise.

Les envois de fonds sont un moyen de survie dans le monde en développement – aujourd'hui plus que jamais. Les pays se sont déjà engagés à réduire les frais d'envoi de fonds à 3 %, un niveau bien inférieur aux niveaux moyens actuels. La crise nous oblige à aller plus loin encore et à nous rapprocher autant que possible de zéro.

Par ailleurs, les dirigeants du G20 ont décidé de protéger leurs citoyens et leurs économies en réduisant à zéro les taux d'intérêt. Nous devons faire de même pour les pays les plus vulnérables du village planétaire et alléger le fardeau de leur dette.

De manière générale, nous devons nous engager à offrir des facilités financières suffisantes aux pays en difficulté. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les autres institutions financières internationales ont un rôle crucial à jouer sur ce plan. Le secteur privé est essentiel à la recherche d'opportunités d'investissement créatives et à la protection des emplois.

Enfin, nous devons résister à la tentation du protectionnisme. L'heure est venue de démanteler les barrières commerciales et de rétablir les chaînes d'approvisionnement.

Si l'on considère la situation dans son ensemble, les bouleversements qui secouent la société ont un impact profond.

Nous devons nous attaquer aux effets de cette crise sur les femmes. Aux quatre coins du monde, les femmes en supportent le fardeau de façon disproportionnée, aussi bien chez elles qu'au travail.

Les enfants paient également un lourd tribut. Plus de 800 millions d'enfants ne sont plus scolarisés à l'heure actuelle, alors même que beaucoup d'entre eux dépendent de l'école pour se nourrir. Nous devons faire en sorte que tous les enfants puissent manger et poursuivre leur scolarité sur un pied d'égalité – en comblant la fracture numérique et en réduisant les coûts d'accès à Internet.

Alors que la vie des gens est bouleversée et que beaucoup se retrouvent isolés et désemparés, nous devons empêcher que la pandémie ne débouche sur une crise de santé mentale. Et les jeunes seront les plus menacés à cet égard.

Le monde doit continuer d'apporter son appui aux programmes destinés aux plus vulnérables, notamment dans le cadre des plans d'intervention humanitaire et d'aide aux réfugiés coordonnés par l'ONU. L'aide humanitaire ne doit pas être sacrifiée.

---

## TROISIÈME ET DERNIER POINT, II NOUS INCOMBE DE « NOUS RÉTABLIR EN MIEUX ».

---

Ce que la crise financière de 2008 a démontré, c'est que les pays dotés de systèmes de protection sociale solides étaient ceux qui avaient souffert le moins de ses effets et qui s'étaient rétablis le plus rapidement.

Nous devons en tirer les leçons et veiller à ce que la crise actuelle marque un tournant pour la préparation aux urgences sanitaires et pour l'investissement dans les services publics essentiels du XXI<sup>ème</sup> siècle et la fourniture de biens publics mondiaux.

Nous devons nous assurer que les leçons sont retenues et que cette crise représente un tournant décisif pour la préparation aux urgences sanitaires et pour l'investissement dans les services publics essentiels du 21<sup>ème</sup> siècle.

Nous avons un cadre d'action – le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Nous devons tenir nos promesses pour les populations et la planète.

L'Organisation des Nations Unies – et son réseau mondial de bureaux nationaux – aidera tous les États à faire en sorte que l'économie mondiale et les personnes qu'elle sert sortent renforcées de cette crise. C'est la raison d'être de la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable.

Plus que jamais, nous avons besoin de solidarité, d'espoir et de volonté politique pour surmonter ensemble cette crise terrible.

Je vous remercie.

**António Guterres**  
Secrétaire général de l'ONU